

Laurent WAUQUIEZ
Ministre chargé des Affaires européennes
« Le couple franco-allemand
face aux défis européens :
réalités et perspectives »
Cercle de l'Union interalliée, 16 mars 2011, 20h

Mesdames, Messieurs,

Je veux tout d'abord **remercier la chambre de commerce franco-allemande** de m'avoir invité à venir échanger avec vous ce soir. Depuis de nombreuses années, vous êtes le lieu où s'opère concrètement la catalyse économique entre la France et l'Allemagne.

Quand j'ai été nommé ministre des affaires européennes, un ami m'a dit : « c'est le seul job où le fait de **parler allemand** va t'être utile ! ». Parler les deux langues, ce n'est pas anecdotique. Werner Hoyer parle français, je parle allemand. On a une façon de raisonner différente, mais ce background culturel commun, cela nous permet de projeter la même vision sur le monde.

Avant de revenir sur la dimension politique de la relation franco-allemande, je voudrais d'abord mettre un coup de projecteur sur le monde des entreprises.

I. [LA COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES]

Le franco-allemand, ce n'est pas Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, ce n'est pas Werner Hoyer et Laurent Wauquiez, c'est vous, avant tout. Le ciment de la relation franco-allemande, c'est la puissance de nos liens économiques et la complémentarité de nos entreprises. 3.000 entreprises allemandes sont présentes en France et 2.200 entreprises françaises en Allemagne.

1. Nos entreprises sont bien implantées dans les deux pays.

En termes d'emplois, **l'Allemagne est le premier investisseur étranger en France**. Les sociétés allemandes emploient plus de 300.000 personnes en France, souvent une main d'œuvre très qualifiée. Dans l'automobile, un emploi sur cinq est généré par les entreprises allemandes ou leurs filiales : Bosch est devenu l'un des grands équipementiers pour le secteur automobile français.

Les entreprises françaises emploient 400.000 personnes en Allemagne. PSA-Peugeot Citroën a créé plus de 500 emplois en Rhénanie-Palatinat. Total est implanté dans les anciens Länder de l'Est pour la distribution de carburant et de raffinage, de même que Delkia [*filiale de Veolia pour la production de chaleur à partir de biomasse*]. Récemment, des groupes français ont pris des positions en Allemagne : le Crédit mutuel a racheté Citibank Deutschland en juillet 2008 ; Veolia Allemagne a remporté en décembre 2010 un contrat de 1 milliard d'euros pour les services ferroviaires en Bavière du Sud.

2. Même dans les secteurs où nos entreprises sont concurrentes, nous parvenons toujours à coopérer pour innover et être en pointe.

En matière **industrielle**, la coopération entre EADS et sa filiale Airbus est une réussite emblématique. Areva et Siemens ont formé récemment un consortium pour fournir les systèmes numériques de contrôle d'une centrale nucléaire en Slovaquie. Alstom et Vattenfall coopèrent pour mettre au point la première unité pilote de captage du CO² utilisant la technologie de l'oxycombustion [*le charbon est brûlé en présence d'oxygène pur*]. PSA et BMW travaillent ensemble depuis 2002 pour développer des petits moteurs à essence plus performants et moins polluants.

Les sociétés françaises et allemandes multiplient aussi les alliances dans les **services** : en avril 2010, les opérateurs de téléphonie mobile T-Mobile UK (filiale Deutsche Telekom) et Orange UK (filiale France Télécom) ont fusionné leurs activités au Royaume-Uni pour devenir un leader de la téléphonie mobile au Royaume-Uni.

Et dans le **ferroviaire**, on a créé un groupe de travail franco-allemand [la 1^{ère} réunion a eu lieu à Bonn le 25 novembre 2010] pour renforcer la coopération et la régulation dans le secteur. La réouverture du pont du Rhin à Kehl le 10 décembre dernier, après sa transformation en ligne à grande vitesse, a encore rapproché nos deux pays et nos deux économies.

II. [LA RELATION FRANCO-ALLEMANDE]

Pourtant, la relation franco-allemande avait tout pour échouer ! ce n'était pas gagné d'avance.

1. Il y a 3 ou 4 ans, la relation franco-allemande était très mal partie. On prédisait que l'élargissement de l'Europe diluerait le poids du couple franco-allemand. Aujourd'hui, on voit que c'était une erreur de jugement. On n'est plus dans une relation sentimentale, comme à l'époque d'Helmut Kohl. Le temps du romantisme idéalisé est derrière nous. Il ne s'agit plus de refermer les blessures de l'histoire.

Désormais, nous travaillons avec **pragmatisme pour consolider l'Europe**. Jamais nous n'avons eu une telle connivence. Nous sommes à un moment historique, à un zénith des relations franco-allemandes. On l'a bien vu lors du conseil européen de vendredi dernier, où N. Sarkozy et A. Merkel ont parlé d'une même voix pour faire adopter des positions communes sur plusieurs sujets majeurs.

Il faut mesurer **l'ampleur du chemin parcouru**. Si je vous avais parlé il y a deux ans de pacte pour l'euro, de convergence sur les bases de l'assiette fiscale, de gouvernement économique, vous m'auriez pris pour un fou idéaliste ! Et aujourd'hui, on a un pacte pour la zone euro à 17, une convergence fiscale sur les bases de l'impôt sur les sociétés et la nouvelle gouvernance économique est sur les rails.

2. En fond d'écran, nous avons **chacun notre culture économique** : la force du modèle allemand, c'est l'exportation ; et en miroir inversé, celle du modèle français, c'est la consommation des ménages. À tous les étages, les intérêts nationaux des Français et des Allemands ne sont pas toujours les mêmes.

Mais nous avons **la même vision du monde** : l'économie sociale de marché. Et nous avons toujours intérêt à dégager une position commune. **La logique européenne est toujours la meilleure pour les deux pays**. La source de la relation franco-allemande, c'est l'Europe. Et la source de l'Europe, c'est la relation franco-allemande. Les deux s'étayaient l'une l'autre.

3. Pour autant, **il ne s'agit pas d'un diktat**. Nous devons ouvrir les fenêtres et travailler davantage avec les autres pays : sur l'énergie avec les Tchèques, sur l'innovation avec la Finlande, en renforçant nos liens avec l'Europe centrale. Mais n'oublions pas que c'est la France et l'Allemagne qui financent le plus, qui ont le plus de responsabilités. C'est donc normal qu'ils soient au cœur des initiatives et des décisions. Donc arrêtons l'hypocrisie !

III. PERSPECTIVES]

Et à présent, quelle est **notre feuille de route** pour les mois à venir ?

1. D'abord, je crois que **la France et l'Allemagne ont à apprendre des expériences de chacun**, même si le copié-collé n'est pas souhaitable.

L'Allemagne peut inspirer la France sur plusieurs points. D'abord par sa culture de coopération avec les partenaires sociaux, qui a notamment permis de mettre en place des

programmes de chômage partiel pendant la crise, d'éviter de supprimer des emplois et de redécoller en 2010. C'est une maturité qu'on ne retrouve pas toujours en France. Un autre point fort de l'Allemagne, c'est son tissu de PME, son « Mittelstand », qui permet une flexibilité et une rapidité de réaction face aux développements des marchés. Je pense aussi au système de formation par alternance, qui explique la très bonne insertion des jeunes sur le marché de travail en Allemagne.

L'Allemagne peut aussi trouver des sources d'inspiration en France. Elle souffre de sa démographie alors que la France a un des meilleurs taux de natalité en Europe. C'est un gage de dynamisme économique et un atout majeur pour financer le système de protection sociale. Cela vient aussi d'un système de prise en charge de la petite enfance unique en Europe, qui permet de mieux concilier les aspirations professionnelles et familiales.

2. La France et l'Allemagne ont des défis communs à relever. C'est encore plus vrai après la crise qu'avant.

Nous devons nous donner les moyens de promouvoir nos intérêts dans la mondialisation, sans naïveté. Cela veut dire affirmer clairement les principes de **réciprocité** et de bénéfice mutuel : nous les avons mis au centre des conclusions du Conseil européen de septembre dernier ; et Werner et moi nous avons lancé une tribune conjointe sur la question, qui a été signée par plusieurs de nos partenaires européens.

Nous voulons maintenant en voir la traduction concrète dans les conditions d'accès aux marchés, dans l'industrie et les services, dans la protection de la propriété intellectuelle, dans les marchés publics. On ne peut pas voir des entreprises chinoises remporter des contrats en Europe, financés sur fonds communautaires, quand l'accès à la plupart de ces mêmes marchés nous est fermé en Chine. C'est vrai pour la Chine, mais aussi pour le Brésil et l'Inde. Nous devons unir nos forces pour lever ces obstacles et faire valoir le principe d'équité.

La relation entre la France et l'Allemagne est sans équivalent dans le monde. Nous sommes à un **moment historique** de notre relation.

1. Mais ce serait une erreur de la voir avec des œillères économiques. La relation franco-allemande est aussi diplomatique et **culturelle**. Nous devons l'oxygéner en misant sur l'éducation, sur l'apprentissage de la langue, en renforçant nos coopérations dans l'architecture, le design, la musique électronique, la bande dessinée. Nous devons étayer les fondations en étant des passeurs, en tissant un réseau de liens en profondeur et sur la durée, pas seulement dans l'axe Paris / Berlin et avec le couple Sarkozy/Merkel, mais dans tous les domaines, en province et dans les Länder.

Nous devons le faire en restant fidèles à la vision **équilibrée** de la civilisation qui a forgé l'histoire de nos deux pays. Thomas Mann le montre bien dans la *Montagne magique*, à travers le parcours initiatique de Hans Castorp que suit dans son sanatorium perché en haut d'une montagne : il a ses doutes, ses interrogations, mais il a aussi une vraie capacité à se révéler à lui-même, à reconnaître ses racines, à évoluer en s'inspirant de l'expérience des autres. Le terreau commun à nos deux pays c'est l'équilibre ; c'est en ce sens que nous devons continuer à avancer ensemble, en veillant toujours à concilier la compétitivité économique et l'attention au social.